

VICE-PRÉSIDENT DE SONATRACH

ministre de l'Energie font peur»

A supposer que ce potentiel se confirme, la question qui se pose est de savoir pourquoi nous devrions nous lancer dans le développement des gaz non conventionnels alors que nous disposons de gaz naturel, que nous avons une longue expérience dans l'exploitation de ce gaz et que nous sommes l'un des pays qui maîtrise le mieux l'exploitation gazière ? D'autre part, pourquoi exploiter les gaz de schiste alors que nous ne maîtrisons pas la technologie, que nous n'avons pas les moyens financiers pour le faire et que cette exploitation est dangereuse et induit de sérieux risques de pollution. Pourquoi se lancer quand nous disposons d'une autre ressource, je ne comprends pas. Moi personnellement, je suis contre un développement des gaz de schiste, en tout cas dans l'immédiat. Nous n'en avons pas besoin, je ne vois pas pourquoi nous nous engagerions sur une telle voie. Je pense que l'incitation vient de l'étranger. Vu notre état de totale dépendance dans ce domaine, nous n'aurons d'autre choix que d'abandonner cette exploitation aux détenteurs du savoir-faire. Que nous essayons d'apprendre, je le veux bien. Que nous forions quelques puits dans les zones où il y aurait des gaz de schiste pour essayer de maîtriser la technique, oui. Mais pourquoi aller plus loin ? Le directeur général de BP Algérie avait avancé, cela a été révélé par WikiLeaks, que BP était disposé à assister Sonatrach. Effectivement, BP détient des compétences et des capacités dans ce domaine. Je me demande si tout ce que nous entendons ces derniers temps n'entre pas dans ce cadre. Ce potentiel sera mis entre les mains de BP, Texaco ou de tout autre grande compagnie.

L'exploitation des gaz de schiste en Amérique du Nord heurte la politique gazière algérienne. Ne risquons-nous pas d'en pâtir encore plus ? Nous avons perdu le marché GNL d'Amérique du Nord ; la flotte algérienne de méthanier perd de sa rentabilité, sans oublier la menace qui existe sur le marché gazier européen.

Personnellement, je ne vois pas de danger dans l'immédiat. Pour le moment, les Américains ne sont pas encore exportateurs. Pour ce qui est des Américains, il y a bien sûr le marché gazier européen, mais il y a aussi le marché asiatique, le Japon qui peut être un gros consommateur, l'Asie du Sud-Est et la Chine elle-même. Il n'est donc pas dit que c'est sur le marché européen que les Américains chercheraient à s'installer aujourd'hui ou le jour où ils deviendraient éventuellement exportateurs. Le danger pour l'Algérie, en ce qui concerne le marché européen, je le vois venir le jour des concurrents. Ils sont au nombre de deux : il y a les Russes et le Qatar. Avec les Russes, je crois que l'Algérie peut parvenir à des accords et à des politiques plus ou moins communes. Mais, par contre, avec le Qatar, cela ne me semble pas possible. Le Qatar est un grand concurrent de

Les nouveaux arrivants, eux, doivent se lancer dans l'exploration, la production n'est envisageable que dans quelques années et c'est seulement ce jour-là que l'Etat pourra percevoir des impôts.



l'Algérie. Il fera tout pour inonder le marché européen. Il cherchera même à éliminer les Algériens du marché européen.

Quelles conséquences sur la politique énergétique algérienne ?

Il y a d'abord le pétrole et le gaz qu'en tout état de cause, l'Algérie se doit de continuer à développer. Même le gaz de schiste, il se peut que son tour vienne un jour, en tout cas pas avant quelques dizaines d'années à mon avis. Dans le cas de l'Algérie, il y a une énergie dont nous disposons 365 jours par an et qui est inexploitée, c'est l'énergie solaire. Nous avons un territoire qui fait deux millions et demi de kilomètres carrés dont, au moins, les 4/5 sont inondés de soleil à longueur d'année.

Même au nord le potentiel n'est pas négligeable. Je ne vois pas pourquoi l'Algérie continue à ignorer ce potentiel gigantesque. Je pense que plutôt que d'aller investir aujourd'hui dans les gaz de schiste, il vaudrait mieux investir dans l'énergie solaire.

Cette option aussi exige des connaissances et des moyens financiers

Les connaissances ne sont pas hors de notre portée. Fabriquer des panneaux solaires n'est pas quelque chose d'impossible à maîtriser. Pour l'argent, l'Algérie pourrait bien investir une partie de ses surplus financiers dans ce domaine. Ce que l'on envisage pour l'exploitation des gaz de

schiste pourrait être entrepris pour le développement du solaire. C'est une question de stratégie à établir.

On parle des Allemands qui seraient intéressés par l'investissement dans le solaire en Algérie.

C'est comme pour la loi sur les hydrocarbures. On en parle, on en parle..., mais on ne voit rien venir. On parle effectivement du projet Desertec promu par une entreprise allemande spécialisée dans le domaine. Mais où en sont les négociations ? Nous ne le savons pas.

Pourquoi il n'y a pas ne serait-ce qu'un projet-pilote ? Les moyens qu'un tel projet demanderait ne sont pas énormes, c'est une négociation très ordinaire pour l'Algérie, pourquoi elle ne débouche sur rien de probant ?

Qu'est-ce qui empêche l'investissement dans le domaine de l'énergie solaire ?

Peut-être parce que cela ne rapporte pas immédiatement aux gens du pouvoir. L'énergie pétrolière et gazière a permis aux gens du pouvoir de s'enrichir. Peut-être ne connaissent-ils pas ce domaine. Je ne m'explique pas le retard mis à développer cette ressource en Algérie.

L'autre richesse qui sommeille dans notre Sud, c'est l'eau. Paradoxalement, ce vaste territoire totalement asséché recèle des quantités phénoménales d'eau.

Il n'y a qu'à voir l'exemple de Kadhafi, ce qu'il a fait en Libye. Là aussi, je ne m'explique pas la sous-exploitation de cette ressource. On veut la garder pour je ne sais quel besoin futur. J'ai été personnellement responsable de compagnies pétrolières en Algérie, et j'ai vu sur bases-vie au Sahara, sur de petites superficies, la qualité des fruits et légumes qui sont produits, à partir du soleil et de cette eau que l'on néglige. Ce qui se fait à l'échelle artisanale, pourquoi n'est-il pas reproduit à une échelle plus grande ? Pourquoi nous n'exploitons pas cette eau ? L'Algérie s'est lancée dans le dessalement de l'eau de mer, c'est bien, mais cela n'arrive pas à combler le besoin en eau. Il y a des zones, sur les Hauts-Plateaux par exemple, qui pourraient être alimentées à partir du Sahara.

Comment qualifieriez-vous une politique qui mettrait en péril cette richesse ?

C'est l'une des raisons pour lesquelles, dans l'immédiat, et en l'état des techniques d'exploitation, je me détermine contre l'exploitation des gaz de schiste. On peut espérer que l'évolution de la science débouchera sur des techniques sophistiquées qui permettront un jour une exploitation propre de cette ressource. Mais dans l'immédiat, cette technique est polluante. Preuve en est, en France, l'exploitation des gaz de schiste est rejetée, et Dieu sait si la France a besoin de gaz, et pourtant elle renonce à l'exploitation du potentiel qui se trouve sur son territoire, dans son sous-sol.

Dans l'immédiat, l'exploitation des gaz de schiste est à éviter.

L'opacité caractérise les processus de prise de décision marqués aussi par la marginalisation des cadres et des compétences qui peuvent contribuer à l'élaboration énergétique nationale

Le secteur pétrolier brasse des milliards de dollars. C'est cette manne qui a été exploitée à des fins personnelles par tous les régimes qui se sont succédé en Algérie, mais particulièrement par les responsables du pouvoir actuel qui l'exploitent beaucoup plus que leurs prédécesseurs. Cet

état de fait impose que l'information reste dans un cercle restreint. Pour pouvoir contrôler, dominer, il faut restreindre la diffusion de l'information. A deux reprises, par le passé, il a été créé un comité supérieur de l'énergie, qui devait être présidé par le président de la République et dans lequel un certain nombre de ministères devaient être représentés. Ce comité, qui était censé établir la politique énergétique du pays, ne s'est jamais réuni et n'a jamais été le cadre de prise de décision. Les décisions en matière de politique énergétique ont toujours été prises par le cercle de personnes initiées. Les grosses décisions politiques sont prises par le président de la République et le patron des services secrets. Les décisions plus courantes c'est le ministre. Les décisions techniques sont prises par le directeur de Sonatrach.

M. B./K. T.